

# Ressources et emplois de la PEEC

## Données intermédiaires 2015

### L'ESSENTIEL

La présente note développe une analyse de la situation financière des organismes collecteurs à fin juin 2015 intégrant à la fois leurs données réelles intermédiaires du premier semestre 2015, et leur actualisation des projections pour la clôture de l'exercice 2015.

Selon les données recueillies, les ressources de la P(S)EEC sont attendues en baisse de 1,0% en 2015. En intégrant les ressources de l'emprunt CDC, dont la mobilisation en 2015 devrait entraîner une ressource additionnelle de 724,3 millions d'euros pour l'ensemble des collecteurs, elles affichent une relative stabilité à + 0,2% par rapport à 2014. En résumé, le niveau des ressources P(S)EEC à fin 2015 serait de 3 995 millions d'euros.

En recul par rapport aux prévisions initiales des CIL, le montant prévisionnel global des emplois directs n'atteindrait plus que 2 230,0 millions d'euros, tandis que les versements affectés aux politiques nationales devraient s'élever à 1 409,0 millions d'euros, d'où un niveau de financement total d'environ 3 639 millions d'euros prévu par les collecteurs.

La trésorerie globale des CIL, nette de la collecte attendue à la clôture, s'établirait à 1 220,0 millions d'euros, en forte hausse par rapport au chiffre de 867,7 millions d'euros observé en 2014.

1	CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES INTERMÉDIAIRES DÉCLARÉES PAR LES CIL .....	2
2	ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES RESSOURCES DE LA P(S)EEC EN 2015 .....	2
3	ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS DE LA P(S)EEC EN 2015 .....	7
4	SYNTHÈSE COMPARÉE DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DE LA P(S)EEC .....	8
5	ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DE LA TRÉSORERIE EN 2015 .....	9

✓ *Ce document présente une synthèse de l'exploitation des données intermédiaires 2015 déclarées par les CIL.*

✓ *Les informations recueillies correspondent aux contenus réglementaires des documents prévisionnels et de gestion (articles L. 612-1 à L. 612-3 du Code de commerce) tels qu'ils doivent être arrêtés par les conseils d'administration, complétés de quelques niveaux de détails supplémentaires pour des besoins de suivi des emplois réglementaires.*

✓ *Le recueil des données intermédiaires est réalisé annuellement avec un délai de réponse fixé le 15 du mois de novembre de l'année de référence.*

## 1 CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES INTERMÉDIAIRES DÉCLARÉES PAR LES CIL

Les données intermédiaires de l'exercice 2015 devaient être déclarées par les CIL à l'Agence avant le 16 novembre 2015. Les délais de restitution observés se sont étendus au 24 novembre 2015 du fait notamment de la non-exhaustivité des données initiales déclarées par certains CIL. Cinq organismes n'ont pas transmis en 2015 de déclaration recevable car ils ne respectent pas l'obligation légale d'établissement des documents prévisionnels et de gestion prévus à l'article L.612-2 du Code de commerce.

Au 24 novembre 2015, sur les 20 organismes existant en 2015, **13 CIL ont répondu à la fois aux recueils de données prévisionnelles et intermédiaires de manière définitive et exhaustive. Ces répondants représentent 67,7% de la collecte obligatoire totale reçue sous forme de subventions en 2014 (données définitives) soit 1 017,6 millions d'euros sur un total de 1 502,5 millions d'euros (voir Tableau 2.1 ci-dessous). Ils constituent le champ réduit présenté dans les différents tableaux.** Par ailleurs, en l'absence de déclarations prévisionnelles fournies en début d'année, deux CIL ayant répondu de manière définitive et exhaustive au recueil de données intermédiaires ont vu leurs données exclues des analyses présentées dans le présent document. Enfin, **parmi les cinq organismes n'ayant pas transmis en 2015 de déclaration intermédiaire recevable, quatre ne l'avaient également pas fait en 2014.**

L'analyse des tendances attendues pour l'année 2015 développée ci-après concerne les fonds PEEC (Participation des Employeurs à l'Effort de Construction) et PSEEC (Participation Supplémentaire des Employeurs à l'Effort de Construction). Les agrégats présentés dans cette note ne recouvrent pas l'exhaustivité des emplois et des ressources, mais portent sur leurs principales composantes et excluent les flux de gestion courante ainsi que quelques éléments accessoires.

## 2 ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES RESSOURCES DE LA P(S)EEC EN 2015

Selon les données intermédiaires déclarées par les 13 répondants constituant le champ réduit, **les ressources de la P(S)EEC, hors emprunt, sont attendues en baisse de 1,0% par rapport à 2014** (voir Tableau 2.1 page 3). Cette évolution est cohérente avec la tendance baissière anticipée pour 2015 par les CIL dans leurs déclarations prévisionnelles réalisées en début d'année. La variation observée entre 2013 et 2014 sur les données exhaustives<sup>1</sup> (- 1,7%) étant plus accentuée que celle calculée à partir des données du champ réduit<sup>2</sup> (- 0,3%), la baisse globale pour les 20 CIL pourrait être plus forte que celle des prévisions communiquées par les 13 CIL déclarants. L'hypothèse d'une baisse des ressources P(S)EEC hors emprunt des 20 collecteurs supérieure à la diminution attendue sur le champ réduit (- 1,0%) semble donc raisonnable, soient **des ressources P(S)EEC 2015 hors emprunt pour l'ensemble du secteur qui s'élèveraient au maximum à 3 270 millions d'euros, contre 3 301,5 millions d'euros en 2014.**

Pour les CIL déclarants et selon leurs déclarations, la mobilisation de l'emprunt contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) devrait représenter en 2015 une ressource prévisionnelle nette de 496,6 millions d'euros, soit 5,6% de plus qu'en 2014. Par ailleurs, **les prévisions actualisées réalisées par l'Agence, à**

<sup>1</sup> Les données exhaustives correspondent aux données déclarées dans les recueils définitifs (exercices 2013 et 2014) par les 20 organismes actifs au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

<sup>2</sup> Le champ réduit correspond aux données des 13 CIL ayant répondu aux recueils prévisionnels et intermédiaires de manière définitive et exhaustive.

partir de données macro-économiques et du cadrage financier de l'UESL permettent de prévoir pour l'année 2015 un niveau de mobilisation de l'emprunt CDC de 724,3 millions d'euros net des remboursements, ce qui représenterait une ressource prévisionnelle nette de 490<sup>3</sup> millions d'euros pour les 13 CIL déclarants en faisant l'hypothèse d'une proportionnalité par rapport à leur quote-part de collecte (67,7%). En outre, par rapport à l'enveloppe globale, il subsisterait une marge de 708,7 millions d'euros non encore mobilisés par l'UESL, soit un montant global potentiel de 1 433 millions d'euros.

En intégrant cette mobilisation prévisionnelle de l'emprunt CDC, les ressources P(S)EEC attendues pour l'ensemble du secteur devraient atteindre au maximum un montant arrondi de 3 995 millions d'euros, voire 4 705 millions d'euros dans l'hypothèse d'une mobilisation de l'intégralité de la marge de manœuvre dont dispose Action Logement.

Tableau 2.1 : Synthèse des ressources de 2013 à 2015

*Données en millions d'euros*

Rubriques	Champ réduit (13 CIL)					Données exhaustives (20 CIL)		
	Prévision 2015	Variation 2015 / 2014	Définitif 2014	Définitif 2013	Variation 2014 / 2013	Définitif 2014	Définitif 2013	Variation 2014 / 2013
Collecte sous forme de subventions	1 025,11	+ 0,7%	1 017,61	1 001,09	+ 1,7%	1 502,51	1 486,72	+ 1,1%
Collecte brute sous forme de prêts	206,49	- 2,1%	210,83	207,84	+ 1,4%	312,76	306,84	+ 1,9%
<b>Collecte brute totale P(S)EEC (A)</b>	<b>1 231,60</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>1 228,44</b>	<b>1 208,93</b>	<b>+ 1,6%</b>	<b>1 815,27</b>	<b>1 793,56</b>	<b>+ 1,2%</b>
Remboursement collecte sous forme de prêts	107,95	+ 16,4%	92,75	98,89	- 6,2%	137,68	149,98	- 8,2%
<b>Collecte nette totale P(S)EEC (B)</b>	<b>1 123,65</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>1 135,69</b>	<b>1 110,04</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>1 677,59</b>	<b>1 643,58</b>	<b>+ 2,1%</b>
Filiales et autres entreprises liées	156,96	+ 6,3%	147,71	123,84	+ 19,3%	191,84	179,51	+ 6,9%
Autres participations	50,70	+ 0,1%	50,67	52,14	- 2,8%	74,62	76,86	- 2,9%
Autres personnes morales	257,49	- 0,6%	259,11	248,90	+ 4,1%	371,13	363,21	+ 2,2%
Retours Prêts Personnes morales (C)	465,15	+ 1,7%	457,49	424,88	+ 7,7%	637,59	619,59	+ 2,9%
Retours Prêts Personnes physiques (D)	632,35	- 2,7%	650,09	715,83	- 9,2%	986,30	1 094,30	- 9,9%
Retours Prêts (C+D)	1 097,50	- 0,9%	1 107,57	1 140,71	- 2,9%	1 623,89	1 713,89	- 5,3%
Ressources P(S)EEC hors emprunt (B+C+D)	2 221,15	- 1,0%	2 243,26	2 250,75	- 0,3%	3 301,49	3 357,47	- 1,7%
Ressources d'emprunt nettes (E)	496,57	+ 5,6%	470,25	n/a	n.s.	645,46	n/a	n.s.
<b>Ressources P(S)EEC y compris emprunt (B+C+D+E)</b>	<b>2 717,72</b>	<b>+ 0,2%</b>	<b>2 713,51</b>	<b>2 250,75</b>	<b>+ 20,6%</b>	<b>3 946,95</b>	<b>3 357,47</b>	<b>+ 17,6%</b>

Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2015 ; recueils définitifs exercices 2014 et 2013)

La collecte nette est attendue en baisse de 1,1% selon les données des organismes du champ réduit. La variation constatée pour ces organismes en 2014 par rapport à 2013 (+ 2,3%) étant comparable à la progression globale observée sur la même période, la collecte nette totale P(S)EEC attendue en 2015 pour les 20 CIL devrait connaître une légère baisse proche de 1,1% par rapport à 2014 et son niveau devrait avoisiner 1 660 millions d'euros<sup>4</sup>, sachant que les organismes sont usuellement pessimistes sur leurs prévisions de collecte. Ainsi leurs données intermédiaires 2014 annonçaient une hausse de la collecte de 0,5%, alors qu'elle a progressé de 2,1% d'après les données définitives 2014.

Par ailleurs, les prévisions réalisées par l'Agence, à partir de données macro-économiques, indiquent que le montant de la collecte nette totale PEEC pourrait atteindre 1 655 millions d'euros en 2015, soit une collecte brute estimée à 1 843 millions d'euros de laquelle se déduisent 189 millions d'euros de remboursements aux entreprises de la PEEC antérieurement reçue sous forme de prêts et qui est à échoir en 2015. La tendance qui résulte des données macro-économiques concorde globalement avec les prévisions des organismes puisque l'écart est d'environ 5 millions d'euros, sachant que les prévisions de l'Agence n'incluent pas la collecte prévue au titre de la PSEEC dont le niveau est non significatif.

<sup>3</sup> 490,3 ≈ 724,3 \* 67,7%

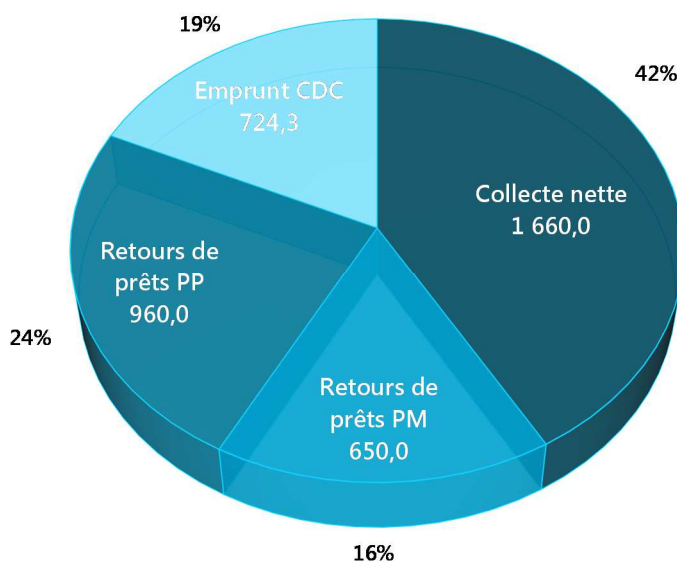
<sup>4</sup> 1 660 ≈ 1 677,6 \* (1 - 1,1%).

Les CIL répondants anticipent une hausse de 1,7% des retours de prêts aux personnes morales par rapport à 2014. La hausse de 7,7% observée entre 2013 et 2014 pour les données du champ réduit étant divergente par rapport à l'augmentation globale de 2,9% observée sur la même période, il n'est pas possible de prédire l'évolution des sept CIL exclus. En considérant un maintien en 2015 du niveau des retours de prêts observés en 2014 pour ces sept CIL (180,11 millions d'euros cf. RASF 2014), l'évolution en 2015 des retours de prêts à personnes morales pour l'ensemble des CIL devrait atteindre 650 millions d'euros<sup>5</sup>.

Quant aux retours de prêts à personnes physiques, l'analyse des données du champ réduit permet d'anticiper pour 2015 une diminution de 2,7% par rapport à 2014. La baisse de 9,2% constatée entre 2013 et 2014 pour les CIL répondants, comparable à la baisse globale affichée par les 20 CIL sur la même période (- 9,9%), permet d'anticiper une baisse de cette ressource analogue à la diminution de 2,7% prévue par le champ réduit. Il en résulterait un niveau des retours de prêts des personnes physiques d'environ 960 millions d'euros<sup>6</sup> pour l'ensemble des organismes.

Il ressort des commentaires ci-dessus, et comme on peut le voir dans le Graphique 1 ci-dessous, un montant prévisionnel de ressources de 3 995 millions d'euros anticipé pour 2015 qui se décompose donc en 1 660 millions d'euros de collecte nette, 650 millions d'euros de retours de prêts aux personnes morales, 960 millions d'euros de retours de prêts aux personnes physiques, et 724,3 millions d'euros d'emprunt.

Graphique 1 : Synthèse des ressources prévisionnelles 2015



Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2015, données en millions d'euros)

Par ailleurs, la comparaison des ressources intermédiaires déclarées par les organismes avec leurs prévisions initiales et leurs données réelles des deux dernières années peut se présenter comme suit.

<sup>5</sup> 650 ≈ 465,15 + 180,11.

<sup>6</sup> 960 ≈ 986,3 \* (1 - 2,7%).

Tableau 2.2 : Synthèse des ressources intermédiaires déclarées

Données en millions d'euros

Rubriques	Champ réduit (13 CIL)							
	Intermédiaire 2015	Prévision 2015		Taux de réalisation (*)	Variation Prévision 2015 ajustée / 2014	Définitif 2014	Définitif 2013	Variation 2014 / 2013
		ajustée	initiale					
Collecte sous forme de subventions	21,05	1 025,11	1 021,84	2,1%	+ 0,7%	1 017,61	1 001,09	+ 1,7%
Collecte brute sous forme de prêts	2,36	206,49	209,81	1,1%	- 2,1%	210,83	207,84	+ 1,4%
<b>Collecte brute totale P(S)EEC (A)</b>	<b>23,40</b>	<b>1 231,60</b>	<b>1 231,65</b>	<b>1,9%</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>1 228,44</b>	<b>1 208,93</b>	<b>+ 1,6%</b>
Remboursement collecte sous forme de prêts	23,82	107,95	110,27	22,1%	+ 1,1%	106,82	106,82	+ 0,0%
<b>Collecte nette totale P(S)EEC (B)</b>	<b>-0,41</b>	<b>1 123,65</b>	<b>1 121,38</b>	<b>0,0%</b>	<b>+ 0,2%</b>	<b>1 121,62</b>	<b>1 102,11</b>	<b>+ 1,8%</b>
Filiales et autres entreprises liées	55,71	156,96	127,70	35,5%	+ 6,3%	147,71	123,84	+ 19,3%
Autres participations	16,22	50,70	42,14	32,0%	+ 0,1%	50,67	52,14	- 2,8%
Autres personnes morales	111,48	257,49	293,23	43,3%	- 0,6%	259,11	248,90	+ 4,1%
<b>Retours Prêts Personnes morales (C)</b>	<b>183,40</b>	<b>465,15</b>	<b>463,07</b>	<b>39,4%</b>	<b>+ 1,7%</b>	<b>457,49</b>	<b>424,88</b>	<b>+ 7,7%</b>
<b>Retours Prêts Personnes physiques (D)</b>	<b>325,53</b>	<b>632,35</b>	<b>600,26</b>	<b>51,5%</b>	<b>- 2,7%</b>	<b>650,09</b>	<b>715,83</b>	<b>- 9,2%</b>
<b>Retours Prêts (C+D)</b>	<b>508,93</b>	<b>1 097,50</b>	<b>1 063,33</b>	<b>46,4%</b>	<b>- 0,9%</b>	<b>1 107,57</b>	<b>1 140,71</b>	<b>- 2,9%</b>
Ressources P(S)EEC hors emprunt (B+C+D)	508,52	2 221,15	2 184,71	22,9%	- 0,4%	2 229,20	2 242,83	- 0,6%
<b>Emprunt CDC (E)</b>	<b>300,84</b>	<b>496,57</b>	<b>538,41</b>	<b>60,6%</b>	<b>+ 5,6%</b>	<b>470,25</b>	<b>n/a</b>	<b>n/a</b>
<b>Ressources P(S)EEC y compris emprunt (B+C+D+E)</b>	<b>809,35</b>	<b>2 717,72</b>	<b>2 723,12</b>	<b>29,8%</b>	<b>+ 0,7%</b>	<b>2 699,44</b>	<b>2 242,83</b>	<b>- 19,6%</b>

(\*) Le taux de réalisation est égal au rapport entre les données intermédiaires arrêtées au 30 juin 2015 et les prévisions 2015 ajustées pour chaque agrégat.

(\*) Rapport entre les données intermédiaires arrêtées au 30 juin 2015 et les prévisions 2015 ajustées pour chaque agrégat.

Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2015 ; recueils définitifs exercices 2014 et 2013)

Ce tableau montre que **les ressources P(S)EEC, y compris la mobilisation prévisionnelle de l'emprunt CDC, initialement budgétées pour 2015 par les 13 CIL formant le champ réduit, ont été légèrement ajustées à la baisse à l'occasion de la présentation des données intermédiaires (2 723,1 millions d'euros anticipés en début d'année contre 2 717,7 millions d'euros désormais attendus pour la clôture)**. Par rapport aux prévisions initiales, les ajustements concernent essentiellement les retours de prêts en provenance des personnes physiques ainsi que la mobilisation de l'emprunt CDC.

**Au 30 juin 2015, les ressources attendues pour l'exercice 2015, pour les organismes dont les données ont pu être exploitées, présentaient un taux de réalisation hors emprunt de 22,9%, comparable aux taux observés les années précédentes, et qui s'analyse en :**

- ▶ **un très faible niveau de réalisation de 1,9% pour la collecte brute** (23,4 millions d'euros pour un niveau anticipé de 1 231,6 millions d'euros pour l'année) s'expliquant par le fait que le versement de la collecte intervient plutôt en fin d'année ;
- ▶ **un niveau de réalisation de 39,4% pour les retours de prêts aux personnes morales et 51,5% pour les retours de prêts aux personnes physiques**, le retard apparent des retours de prêts des personnes morales pouvant s'expliquer par le fait que les financements au profit des personnes morales sont généralement débloqués au dernier trimestre de l'année et leurs annuités tombent donc principalement au second semestre plutôt qu'au premier semestre.

L'analyse du niveau de collecte brute perçue par organisme révèle une certaine hétérogénéité entre les organismes (voir Tableau 2.3 page 6). La collecte annuelle brute anticipée pour 2015 par les CIL répondants varie entre 2,1 millions d'euros pour le CIL DE LA MARTINIQUE et 240,3 millions d'euros pour le collecteur ASTRIA. Par rapport à 2014, ces organismes répondants tablent sur des **variations de collecte comprises entre - 4,0% et + 1,7%, soit une évolution globale de + 0,3% correspondant à l'anticipation d'une relative stabilité de la collecte brute**.

À l'instar de la collecte, l'analyse détaillée des retours de prêts par organisme (voir Tableau 2.4 page 6) met en évidence des situations contrastées. En effet, si la majorité des organismes répondants anticipent une baisse pour 2015, **avec des évolutions prévisionnelles qui varient entre - 12,6% pour le CIL LOGEO et - 1,7%**

pour le GROUPE CILEO, quelques exceptions notables sont relevées dont celles du GIC et de PLURIAL ENTREPRISES qui prévoient respectivement + 8,7% et + 6,9% par rapport à 2014. Il s'en suit néanmoins une évolution globale de - 0,9% qui confirme la tendance baissière des retours de prêts observée depuis quelques années.

**Tableau 2.3 : Synthèse de la collecte brute perçue par organisme de 2013 à 2015**

Données en millions d'euros

Numéro ANCOLS	Désignation de l'organisme	Prévision 2015 ajustée	Prévision 2015 initiale	Variation 2015 ajustée / 2014	Définitif 2014	Définitif 2013	Variation 2014 / 2013
3300010042	ALIANCE TERRITOIRES	n.d.	n.d.	n.a.	123,57	123,81	- 0,2%
6900010072	AMALLIA	153,41	153,41	- 0,5%	154,12	151,97	+ 1,4%
7500010033	ASTRIA	240,30	239,84	+ 1,1%	237,60	232,28	+ 2,3%
4400010015	CIL ATLANTIQUE	n.d.	n.d.	n.a.	35,49	34,64	+ 2,4%
9702010037	CIL DE LA MARTINIQUE	2,09	2,09	- 0,1%	2,10	1,99	+ 5,4%
9400010014	CIL LOGEO	35,32	35,32	+ 0,4%	35,20	33,71	+ 4,4%
1300010079	CIL MÉDITERRANÉE	n.d.	n.d.	n.a.	51,69	50,97	+ 1,4%
3700010014	CIL VAL DE LOIRE	n.d.	n.d.	n.a.	35,71	35,10	+ 1,7%
7500010025	CILGERE	223,25	223,12	+ 0,4%	222,35	219,08	+ 1,5%
6900010023	ENTREPRISES-HABITAT	49,62	49,62	+ 0,2%	49,54	49,40	+ 0,3%
7500010439	GIC	146,97	146,97	- 0,0%	147,00	145,81	+ 0,8%
3100010036	GROUPE CILEO	63,79	64,06	+ 0,3%	63,58	61,70	+ 3,1%
3500010016	INICIAL	34,22	34,35	+ 1,3%	33,78	33,55	+ 0,7%
7100010011	LOGEHAB	32,88	32,88	- 0,0%	32,90	32,50	+ 1,2%
2500010018	LOGILIA	n.d.	n.d.	n.a.	28,18	28,96	- 2,7%
1400010052	LOGILIANCE OUEST	46,36	46,60	- 0,7%	46,68	48,32	- 3,4%
5700010027	PLURIAL ENTREPRISES	62,25	62,25	- 4,0%	64,85	62,34	+ 4,0%
9500010013	PROCILIA	141,11	141,11	+ 1,7%	138,75	136,30	+ 1,8%
7500010223	SOLENDI	n.d.	n.d.	n.a.	247,73	241,34	+ 2,6%
5900010181	VILOGIA ENTREPRISES	n.d.	n.d.	n.a.	64,47	69,79	- 7,6%
<b>Total champ réduit</b>		<b>1 231,60</b>	<b>1 231,65</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>1 228,44</b>	<b>1 208,93</b>	<b>+ 1,6%</b>
<b>Total données disponibles</b>		<b>1 231,60</b>	<b>1 231,65</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>1 815,27</b>	<b>1 793,56</b>	<b>+ 1,2%</b>

n.d. : données non disponibles ou exclues.

n.a. : non applicable.

Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2015 ; recueils définitifs exercices 2014 et 2013)

**Tableau 2.4 : Synthèse des retours de prêts par organisme de 2013 à 2015**

Données en millions d'euros

Numéro ANCOLS	Désignation de l'organisme	Prévision 2015 ajustée	Prévision 2015 initiale	Variation 2015 ajustée / 2014	Définitif 2014	Définitif 2013	Variation 2014 / 2013
3300010042	ALIANCE TERRITOIRES	n.d.	n.d.	n.a.	118,28	131,94	- 10,3%
6900010072	AMALLIA	137,05	137,05	- 6,1%	146,01	152,32	- 4,1%
7500010033	ASTRIA	194,29	185,26	+ 1,7%	191,10	198,22	- 3,6%
4400010015	CIL ATLANTIQUE	n.d.	n.d.	n.a.	35,64	40,41	- 11,8%
9702010037	CIL DE LA MARTINIQUE	2,50	2,56	- 8,9%	2,75	2,87	- 4,4%
9400010014	CIL LOGEO	37,27	35,60	- 12,6%	42,66	45,74	- 6,7%
1300010079	CIL MÉDITERRANÉE	n.d.	n.d.	n.a.	40,30	53,56	- 24,7%
3700010014	CIL VAL DE LOIRE	n.d.	n.d.	n.a.	55,62	55,10	+ 0,9%
7500010025	CILGERE	234,25	227,17	- 1,8%	238,50	219,60	+ 8,6%
6900010023	ENTREPRISES-HABITAT	35,05	35,05	- 2,6%	36,00	37,74	- 4,6%
7500010439	GIC	106,39	101,50	+ 8,7%	97,87	102,36	- 4,4%
3100010036	GROUPE CILEO	51,72	47,42	- 1,7%	52,64	58,41	- 9,9%
3500010016	INICIAL	33,90	31,43	+ 3,3%	32,81	34,78	- 5,7%
7100010011	LOGEHAB	43,57	40,93	+ 3,3%	42,16	48,50	- 13,1%
2500010018	LOGILIA	n.d.	n.d.	n.a.	33,02	37,59	- 12,2%
1400010052	LOGILIANCE OUEST	38,72	35,71	- 10,0%	43,03	44,30	- 2,9%
5700010027	PLURIAL ENTREPRISES	70,19	70,19	+ 6,9%	65,67	75,66	- 13,2%
9500010013	PROCILIA	112,60	113,46	- 3,2%	116,37	120,20	- 3,2%
7500010223	SOLENDI	n.d.	n.d.	n.a.	176,89	194,02	- 8,8%
5900010181	VILOGIA ENTREPRISES	n.d.	n.d.	n.a.	56,58	60,56	- 6,6%
<b>Total champ réduit</b>		<b>1 097,50</b>	<b>1 063,33</b>	<b>- 0,9%</b>	<b>1 107,57</b>	<b>1 140,71</b>	<b>- 2,9%</b>
<b>Total données disponibles</b>		<b>1 097,50</b>	<b>1 063,33</b>	<b>- 0,9%</b>	<b>1 623,89</b>	<b>1 713,89</b>	<b>- 5,3%</b>

n.d. : données non disponibles ou exclues.

n.a. : non applicable.

Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2015 ; recueils définitifs exercices 2014 et 2013)

### 3 ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS DE LA P(S)EEC EN 2015

Le montant prévisionnel total des emplois directs au titre de la P(S)EEC, observé au niveau des 13 collecteurs associés de l'UESL composant le champ réduit, devrait s'élever en 2015 à 1 493,1 millions d'euros, soit une baisse de 3,1% attendue par rapport à 2014 (voir Tableau 3.1 ci-dessous), résultat d'une **baisse des concours directs au profit des personnes physiques (- 8,5%)** que la hausse de 0,6% des financements directs au profit des personnes morales ne parvient pas à compenser.

Tableau 3.1 : Synthèse des emplois de 2013 à 2015

*Données en millions d'euros*

Rubriques	Champ réduit (13 CIL)						Données exhaustives (20 CIL)		
	Prévision 2015 ajustée	Prévision 2015 initiale	Variation 2015 ajustée / 2014	Définitif 2014	Définitif 2013	Variation 2014 / 2013	Définitif 2014	Définitif 2013	Variation 2014 / 2013
Prêts Personnes morales	728,56	768,08	+ 10,9%	656,95	356,94	+ 84,1%	945,36	495,78	+ 90,7%
Souscriptions de titres	116,75	101,10	+ 27,8%	91,39	51,11	+ 78,8%	198,64	150,41	+ 32,1%
Subventions versées Personnes morales	77,89	190,22	- 54,1%	169,62	211,53	- 19,8%	235,61	251,84	- 6,4%
<b>Concours totaux Personnes morales (A)</b>	<b>923,20</b>	<b>1 059,41</b>	<b>+ 0,6%</b>	<b>917,96</b>	<b>619,58</b>	<b>+ 48,2%</b>	<b>1 379,61</b>	<b>898,03</b>	<b>+ 53,6%</b>
Prêts Personnes physiques	507,51	525,09	- 11,8%	575,45	583,70	- 1,4%	847,55	887,45	- 4,5%
Subventions versées Personnes physiques	62,38	62,87	+ 32,0%	47,25	38,90	+ 21,5%	72,83	55,57	+ 31,1%
<b>Concours totaux Personnes physiques (B)</b>	<b>569,89</b>	<b>587,96</b>	<b>- 8,5%</b>	<b>622,70</b>	<b>622,60</b>	<b>+ 0,0%</b>	<b>920,38</b>	<b>943,02</b>	<b>- 2,4%</b>
<b>Emplois directs des collecteurs (C = A+B)</b>	<b>1 493,09</b>	<b>1 647,37</b>	<b>- 3,1%</b>	<b>1 540,67</b>	<b>1 242,19</b>	<b>+ 24,0%</b>	<b>2 299,99</b>	<b>1 841,04</b>	<b>+ 24,9%</b>
Prêts Politiques nationales - Action Logement (D)	92,26	100,89	- 29,9%	131,70	132,23	- 0,4%	197,10	195,44	+ 0,8%
Subventions Politiques Publiques Nationales (E)	790,81	784,37	- 1,8%	805,23	852,45	- 5,5%	1 193,43	1 267,87	- 5,9%
<b>Emplois P(S)EEC (C+D+E)</b>	<b>2 376,17</b>	<b>2 532,63</b>	<b>- 4,1%</b>	<b>2 477,60</b>	<b>2 226,87</b>	<b>+ 11,3%</b>	<b>3 690,52</b>	<b>3 304,36</b>	<b>+ 11,7%</b>

Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2015 ; recueils définitif exercices 2014 et 2013)

En première analyse, les corrections apportées par les organismes à leur prévisions initiales révèlent un niveau d'emplois plus faible que ce qui avait été envisagé en début d'année lors du recueil des données prévisionnelles. Cet ajustement à la baisse traduit un ralentissement de la production à mettre en relation avec la réforme en cours qui suspend la réalisation de certains projets.

Dans le détail, pour le champ réduit, les concours directs aux personnes morales affichent une légère hausse de 0,6% par rapport à 2014, soit une relative stabilité de la production à destination des personnes morales. La comparabilité de l'évolution observée entre 2013 et 2014 pour les CIL répondants avec celle de l'ensemble des CIL sur la même période autorise une projection de l'hypothèse de stabilité à l'ensemble des organismes, soit des concours directs aux personnes morales s'élevant au minimum à environ 1 390<sup>7</sup> millions d'euros en 2015.

Quant aux emplois directs destinés aux personnes physiques, ils devraient atteindre en 2015, pour le champ réduit, 569,9 millions d'euros, soit 8,5% de moins qu'en 2014. La variation constatée en 2014 sur les données exhaustives (- 2,4%) étant nettement moins favorable que celle observée sur le champ réduit, l'évolution prévue en 2015 pour les 20 CIL devrait donc, selon les données des collecteurs, se traduire par une baisse d'au moins 8,5%, et les concours aux personnes physiques devraient ainsi s'élever au maximum à 840 millions d'euros<sup>8</sup>.

<sup>7</sup> 1 390 ≈ 1 379,61 \* (1 + 0,6%).

<sup>8</sup> 840 ≈ 920,38 \* (1 - 8,5%).

Au total, le montant prévisionnel global des emplois directs ne devrait donc pas excéder 2 230 millions d'euros, soit 1 390 millions d'euros pour les personnes morales et 840 millions d'euros au plus pour les personnes physiques.

Concernant le financement des politiques nationales, la présentation des données du recueil prévisionnel ne permet pas de faire la distinction entre les subventions aux politiques nationales Action Logement et les subventions aux politiques publiques nationales. Aussi, les subventions pour le financement de l'APAGL et de la GRL qui constituent des subventions pour les politiques nationales Action Logement sont incluses dans la rubrique « Subventions Politiques Publiques Nationales ». Toutefois, leur montant est relativement faible par rapport aux subventions pour les politiques publiques nationales.

Sous la réserve ci-dessus formulée, selon les données des collecteurs, **l'impact des prêts pour le financement des politiques nationales Action Logement devrait atteindre 92,3 millions d'euros sur le champ réduit pour l'exercice 2015, soit une baisse de 29,9% par rapport à 2014. Quant aux subventions pour le financement des politiques publiques nationales, ces dernières devraient atteindre 790,8 millions d'euros au cours de l'exercice 2015 pour le champ réduit.**

Les politiques nationales étant une composante exogène pour les organismes, les prévisions de ces derniers peuvent ne pas être réellement prédictives des niveaux qui seront réellement observés, compte tenu notamment des ajustements susceptibles d'être mis en œuvre par l'UESL. **Sur la base de la Convention quinquennale 2015-2019 en date du 2 décembre 2014 entre l'État et l'UESL - Action Logement, le montant des prêts pour le financement des politiques nationales Action Logement devrait être de 200 millions d'euros au titre de l'année 2015 pour l'ensemble des 20 collecteurs et les subventions pour le financement des politiques publiques nationales devraient s'élever à 1 209 millions d'euros (dont un financement de 850 millions d'euros pour l'ANRU et une contribution de 300 millions d'euros pour le FNAL) pour la même année et pour tous les CIL.**

Au total, les financements prévus atteignent environ 3 639 millions d'euros pour 2015 (soit 2 230 millions d'euros au titre des emplois directs des collecteurs et 1 409 millions d'euros au titre du financement des politiques nationales), pour un niveau de ressources attendues de 3 995 millions d'euros. L'évolution du niveau de la trésorerie sur l'exercice 2015 devrait donc se traduire par une hausse de 356 millions d'euros, sous réserve de l'effet des décalages de trésorerie.

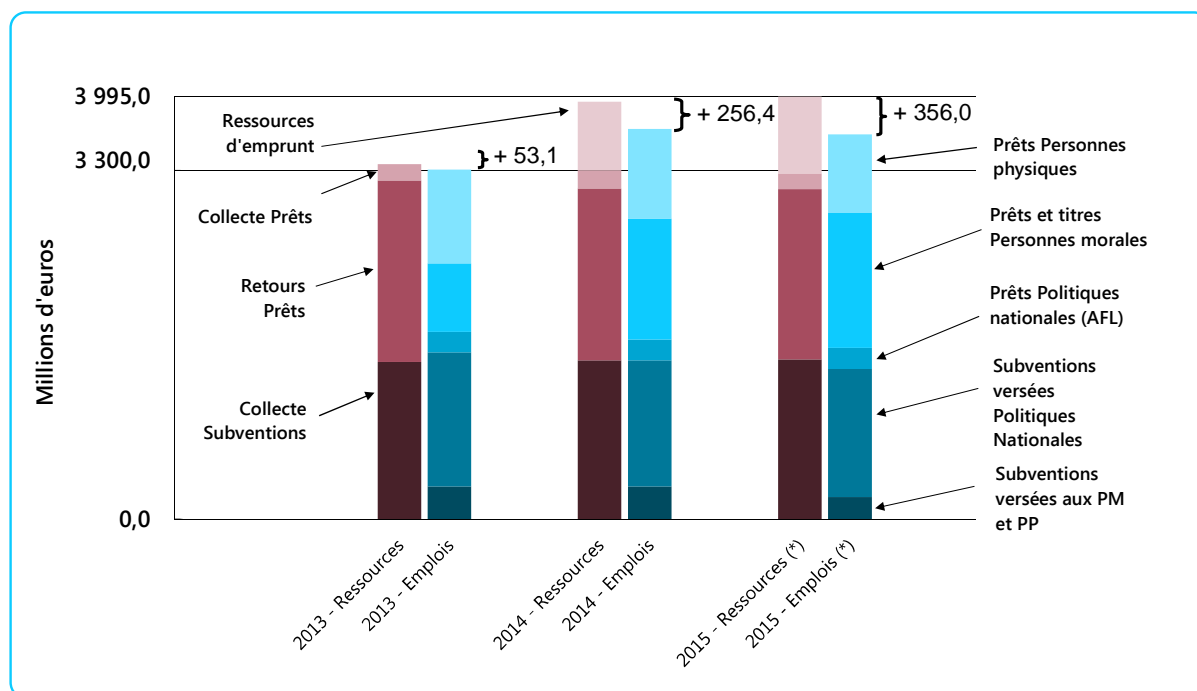
## 4 SYNTHÈSE COMPARÉE DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DE LA P(S)EEC

La synthèse des principaux flux de ressources et d'emplois de la P(S)EEC, hors gestion courante, sur la période 2013-2015 (voir Graphique 2 page 9) met en évidence un solde prévisionnel ressources - emplois positif de 356,0 millions d'euros pour la clôture 2015 faisant suite à un excédent de 256,4 millions d'euros en 2014, et un excédent moins significatif de 53,1 millions d'euros en 2013.

Sans tenir compte de l'impact de l'emprunt CDC, les ressources auraient connu une baisse de 1,0% sur l'année. Quant aux emplois, ils sont attendus en baisse de 1,7% par rapport à 2014, dans un contexte de réforme en cours du secteur.



## Graphique 2 : Évolution comparée des ressources et des emplois de la P(S)EEC (données exhaustives)



Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2015 ; recueils définitifs exercices 2014 et 2013)

## 5 ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DE LA TRÉSORERIE EN 2015

D'après les données prévisionnelles du champ réduit, le niveau de la trésorerie globale nette de la collecte devrait atteindre sur ce champ réduit 822,8 millions d'euros à fin 2015, soit une hausse de 37,7% par rapport à 2014 (voir Tableau 5.1 ci-dessous).

Tableau 5.1 : Synthèse de la trésorerie de 2013 à 2015

*Données en millions d'euros*

Rubriques	Champ réduit (13 CIL)					Données exhaustives (20 CIL)		
	Prévision 2015	Variation 2015 / 2014	Définitif 2014	Définitif 2013	Variation 2014 / 2013	Définitif 2014	Définitif 2013	Variation 2014 / 2013
Valeurs mobilières de placement nettes			576,71	512,90	+ 12,4%	819,66	767,52	+ 6,8%
Disponibilités nettes			1 171,46	1 052,16	+ 11,3%	1 747,82	1 624,27	+ 7,6%
<b>Trésorerie globale (A)</b>	<b>1 961,77</b>	<b>+ 12,2%</b>	<b>1 748,18</b>	<b>1 565,06</b>	<b>+ 11,7%</b>	<b>2 567,48</b>	<b>2 391,79</b>	<b>+ 7,3%</b>
Collecte nette totale P(S)EEC	1 123,65	- 1,1%	1 135,69	1 110,04	+ 2,3%	1 677,59	1 643,58	+ 2,1%
Collecte nette totale PEAEC	15,28	+ 1,0%	15,13	15,08	+ 0,3%	22,14	22,45	- 1,4%
<b>Collecte nette totale (B)</b>	<b>1 138,93</b>	<b>- 1,0%</b>	<b>1 150,82</b>	<b>1 125,11</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>1 699,73</b>	<b>1 666,03</b>	<b>+ 2,0%</b>
<b>Trésorerie globale nette de la collecte (A-B)</b>	<b>822,84</b>	<b>+ 37,7%</b>	<b>597,36</b>	<b>439,95</b>	<b>+ 35,8%</b>	<b>867,75</b>	<b>725,76</b>	<b>+ 19,6%</b>

Source : ANCOLS (recueil intermédiaire exercice 2015 ; recueils définitifs exercices 2014 et 2013)

La hausse de 11,7% de la trésorerie globale constatée en 2014 sur le champ réduit étant plus forte que la variation déterminée à partir des données exhaustives (+ 7,3%), l'évolution prévue en 2015 pour les 20 CIL devrait donc, selon les données des collecteurs, se traduire par une hausse maximale de 12,2%, soit un montant de trésorerie globale prévisionnelle d'au plus 2 900 millions d'euros<sup>9</sup> pour l'ensemble des CIL.

<sup>9</sup> 2 900 ≈ 2 567,5 \* (1 + 12,2%).

La **collecte nette totale anticipée pour le secteur** est constituée de la collecte P(S)EEC nette totale prévisionnelle de 1 660 millions d'euros calculée dans la deuxième section de la présente note, ainsi que de la prévision de collecte nette totale PEAEC (environ 20 millions d'euros<sup>10</sup>) obtenue en appliquant la quote-part des organismes du champ réduit dans la collecte nette totale PEAEC de 2014 (68,3%<sup>11</sup>) à la prévision 2015 ajustée de la collecte nette totale PEAEC de ces organismes (15,3 millions d'euros). La collecte nette totale devrait ainsi s'établir à **1 680 millions d'euros environ**.

Il s'en suit que **la trésorerie globale nette de la collecte attendue à la clôture s'établirait à 1 220 millions d'euros environ, en hausse de 40,6% par rapport au chiffre de 867,8 millions d'euros observé en 2014.**

---

<sup>10</sup>  $20 \approx 15,3 / 68,3\%$ .

<sup>11</sup>  $68,3 \approx 15,3 / 22,1$ .